

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 28 FÉVRIER 1905.

Projet de loi approuvant l'arrangement commercial provisoire signé à Athènes, le 19 octobre/1^{er} novembre 1904, entre la Belgique et la Grèce.

EXPOSÉ DES MOTIFS.

MESSIEURS,

Sous la date du 7/20 mars 1901, le Gouvernement hellénique a dénoncé le traité de commerce et de navigation signé en mai 1895 entre la Belgique et la Grèce. Cet acte devait, en conséquence, cesser de sortir ses effets le 7/20 mars 1902.

En notifiant cette dénonciation, le Gouvernement hellénique avait fait savoir qu'il était disposé à entrer en négociations avec le Gouvernement du Roi pour la conclusion d'un nouveau traité.

Les pourparlers engagés à cet effet n'ayant pu aboutir avant la date indiquée, les deux Gouvernements se mirent d'accord pour appliquer réciproquement, aux provenances des pays respectifs, le traitement de la nation la plus favorisée.

Ce *modus vivendi* fut prorogé à diverses reprises, et, en dernier lieu, le 7/20 mars 1904 pour la durée d'un an.

En attendant la conclusion d'un traité de commerce définitif stipulant des tarifications conventionnelles au profit du commerce et de l'industrie belges, il a paru désirable d'assurer à nos nationaux le bénéfice des clauses autres que douanières habituellement insérées dans les actes de l'espèce, et c'est dans cette pensée qu'a été signé à Athènes, le $\frac{19 \text{ octobre}}{1^{\text{er}} \text{ novembre}} 1904$, l'arrangement que, d'après les ordres du Roi, j'ai l'honneur, Messieurs, de soumettre à vos délibérations.

Cet arrangement remet provisoirement en vigueur le traité de commerce

H

et de navigation du 13/25 mai 1898, à l'exception des dispositions des cinq derniers alinéas de l'article 16, au sujet desquelles devront se poursuivre les négociations précédemment engagées.

Aux termes de l'article 2, chacun des deux États pourra, après l'expiration de la première année, dénoncer en tout temps ledit arrangement, moyennant un préavis d'un an.

Le Ministre des Affaires Étrangères,
FAVEREAU.

PROJET DE LOI.

WETSONTWERP.

LÉOPOLD II,**ROI DES BELGES,**

A tous présents et à venir, Salut.

Sur la proposition de Notre Ministre des
Affaires Étrangères,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Notre Ministre des Affaires Étrangères est
chargé de présenter, en Notre nom, aux
Chambres législatives, le projet de loi dont
la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE.

L'arrangement commercial provisoire
signé à Athènes, le ^{19 octobre}_{1er novembre} 1904, entre la
Belgique et la Grèce, sortira son plein et
entier effet.

Donné à Laeken, le 23 février 1905.

LEOPOLD II,**KONING DER BELGEN,**

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, Heil!

Op voorstel van Onzen Minister van Bui-
tenlandsche Zaken,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Onze Minister van Buitenlandsche Zaken
is belast, in Onzen naam, aan de Wetgevende
Kamers, het wetsontwerp voor te leggen
waarvan de inhoud volgt :

EENIG ARTIKEL.

De voorloopige Handelsovereenkomst te
Athene den ^{19^{de} October}_{1^{ste} November} 1904 geteekend
tusschen België en Griekenland, zal hare
volle en algeheele kracht hebben.

Gegeven te Laken, den 23 Februari 1905.

LÉOPOLD.

PAR LE ROI :

Le Ministre des Affaires Étrangères,

VAN 'S KONINGS WEGE :

*De Minister van Buitenlandsche Zaken,***FAVEREAU.**

ARRANGEMENT.

Le Gouvernement de Sa Majesté le Roi des Belges et le Gouvernement de Sa Majesté le Roi des Hellènes, ayant reconnu l'utilité de régler par un arrangement provisoire les relations commerciales entre la Belgique et la Grèce en attendant la conclusion d'un traité définitif sur la base de concessions douanières réciproques, les soussignés, à ce dûment autorisés par leurs Gouvernements respectifs, sont convenus de ce qui suit :

ARTICLE PREMIER.

Le Traité de commerce et de navigation entre la Belgique et la Grèce du 13/25 mai 1895 est remis en vigueur, sauf toutefois en ce qui concerne l'article 16 dudit Traité. De l'ensemble des dispositions qui figuraient à cet article seront maintenues seulement les suivantes :

« Ni l'une ni l'autre des deux Hautes Parties contractantes n'imposera sur les marchandises provenant du sol ou de l'industrie de l'autre Partie, d'autres ni de plus forts droits d'importation que ceux qui sont ou seront imposés sur les mêmes marchandises provenant de tout autre État étranger.

« Chacune des deux Parties s'engage à faire profiter l'autre de toute faveur, de tout privilège ou abaissement dans les tarifs des droits à l'importation ou à l'exportation que l'une d'elles pourrait accorder à une tierce Puissance. Elles s'engagent également à n'établir l'une envers l'autre aucun droit d'importation ou d'exportation qui ne soit en même temps applicable aux autres nations ».

ART. 2.

Le présent arrangement, qui entrera en vigueur le jour de l'échange des ratifications, demeurera obligatoire jusqu'à l'expiration d'une année à compter du jour où l'une ou l'autre des Parties contractantes l'aura dénoncé. Cette dénonciation ne pourra toutefois avoir lieu avant la fin de la première année.

ART. 3.

Le présent arrangement sera ratifié et les ratifications en seront échangées à Athènes le plus tôt que faire se pourra.

En foi de quoi les Plénipotentiaires respectifs l'ont signé et y ont apposé leurs cachets.

Fait à Athènes en double original, le $\frac{19 \text{ octobre}}{1^{\text{er}} \text{ novembre}}$ 1904.

(L. S.) P. DE GROOTE.

(L. S.) A. ROMANOS.

ANNEXE

Traité du 13/25 mai 1895.

Sa Majesté le Roi des Belges et Sa Majesté le Roi des Hellènes, animés du désir de faciliter et d'étendre les relations de commerce et de navigation entre la Belgique et la Grèce, ont résolu de conclure un traité à cet effet, et ont nommé pour Leurs Plénipotentiaires, savoir :

Sa Majesté le Roi des Belges,

Le baron Guillaume, Officier de l'Ordre de Léopold, etc., Son Ministre Résident près Sa Majesté le Roi des Hellènes ;

Sa Majesté le Roi des Hellènes,

M. N. P. Delyanni, Commandeur de l'Ordre Royal du Sauveur, etc., Son Président du Conseil et Ministre des Affaires Étrangères,

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

ARTICLE PREMIER.

Il y aura pleine et entière liberté de commerce et de navigation entre la Belgique et la Grèce. Les ressortissants de chacune des Hautes Parties contractantes jouiront dans le territoire de l'autre, en matière de commerce, d'industrie et de navigation, des mêmes droits, privilèges, libertés, faveurs, immunités et exemptions accordés ou qui seront accordés aux nationaux, et ne pourront être assujettis à des taxes ou impôts perçus au profit de l'État, des provinces ou des communes, autres ni plus élevés que ceux dont sont ou pourront être grevés les nationaux, sauf, bien entendu, les exceptions résultant du présent Traité.

ART. 2.

Les Belges en Grèce et les Hellènes en Belgique seront respectivement libres de régler, comme les nationaux, leurs affaires par eux-mêmes ou de

les confier aux soins de toute autre personne, telle que courtiers, facteurs, agents ou interprètes.

Ils ne pourront être contraints dans leur choix, et ils ne seront tenus à payer aucun salaire ni aucune rétribution à ceux qu'ils n'auront pas jugé à propos d'employer à cet effet; il sera d'ailleurs absolument facultatif aux vendeurs et acheteurs de contracter ensemble leur marché et de fixer le prix de toute denrée ou marchandise importée ou destinée à l'exportation, sous la condition de se conformer aux règlements et aux lois de douane du pays.

ART. 3.

Les sujets des Hautes Parties contractantes pourront, dans toute l'étendue des territoires respectifs, disposer librement de leurs biens et propriétés par vente, échange, donation ou testament ou de toute autre manière, sans qu'il y soit mis aucun obstacle ou empêchement, en se conformant néanmoins aux lois et règlements des pays respectifs. Ils pourront transférer comme bon leur semblera leurs fortunes d'un des deux territoires dans l'autre, sans être assujettis, à raison de cette translation, à une taille ou taxe extraordinaire quelconque.

ART. 4.

Les sujets de chacune des Hautes Parties contractantes auront, dans les territoires de l'autre Partie, libre accès devant les tribunaux pour faire valoir et défendre leurs droits; ils jouiront, sous ce rapport, des mêmes droits et privilèges que les nationaux, et pourront, comme ceux-ci, dans toute action judiciaire, se servir des avocats, fondés de pouvoir ou agents admis par les lois du pays.

Aucune caution ni dépôt judiciaire, sous quelque dénomination que ce soit, ne pourra être imposé à raison, soit de leur qualité d'étrangers, soit du défaut de domicile ou de résidence dans le pays, aux sujets d'une des Parties contractantes qui seront demandeurs ou intervenants devant les tribunaux de l'autre.

ART. 5.

Les Belges en Grèce et les Hellènes en Belgique sont exempts tant du service militaire de terre et de mer que du service dans les gardes ou milices nationales, et ne pourront être assujettis, pour leurs propriétés mobilières ou immobilières, à d'autres charges, restrictions, taxes ou impôts que ceux auxquels sont ou seront soumis les nationaux eux-mêmes.

ART. 6.

Seront considérés comme navires belges en Grèce et comme navires helléniques en Belgique, les navires qui navigueront sous les pavillons respectifs et qui seront porteurs des papiers de bord et des documents exigés, pour la justification de la nationalité des bâtiments de commerce, par les lois de l'État auquel ils appartiennent respectivement.

ART. 7.

Les navires de l'une des Hautes Parties contractantes qui entreront sur lest ou chargés dans les ports de l'autre, ou qui en sortiront, quel que soit le lieu de leur départ ou de leur destination, y seront traités, sous tous les rapports, sur le même pied que les navires nationaux. Tant à leur entrée que durant leur séjour et à leur sortie, ils ne payeront d'autres ni de plus forts droits de tonnage, de phare, de pilotage, de port, de remorque, de quarantaine ou autres charges qui pèsent sur la coque du navire, sous quelque dénomination que ce soit, perçus au profit ou au nom de l'État, de fonctionnaires publics, de communes, ou de corporations ou établissements quelconques, que ceux dont sont ou seront passibles les navires nationaux.

ART. 8.

En ce qui concerne le placement des navires, leur chargement et déchargement dans les ports, rades, havres et bassins, et généralement pour toutes les formalités et dispositions quelconques auxquelles peuvent être soumis les navires de commerce, leurs équipages et leurs cargaisons, il est convenu qu'il ne sera accordé aux navires de l'une des Hautes Parties contractantes aucun privilège ni aucune faveur qui ne le soit également aux navires de l'autre, la volonté des deux Parties étant que, sous ce rapport, leurs bâtiments soient traités sur le pied d'une parfaite égalité.

ART. 9.

Les navires de chacun des deux États entrant dans l'un des ports de l'autre pour compléter leur chargement ou en débarquer une partie, pourront, en se conformant toutefois aux lois et règlements des États respectifs, conserver à leur bord la partie de la cargaison qui serait destinée à un autre port, soit du même pays, soit d'un autre, et la réexporter, sans être astreints à payer pour cette dernière partie de leur cargaison aucun droit de douane, sauf les droits de surveillance, lesquels d'ailleurs ne pourront être perçus qu'au taux fixé pour la navigation nationale.

ART. 10.

Les marchandises de toute espèce dont l'importation dans les ports de Belgique est ou sera légalement permise sur des bâtiments belges, pourront également y être importées sur des bâtiments helléniques, sans être assujetties à d'autres ou de plus forts droits, de quelque dénomination que ce soit, que si les mêmes marchandises étaient importées sur des bâtiments nationaux.

Réciproquement, les marchandises de toute espèce dont l'importation dans les ports de Grèce est ou sera légalement permise sur des bâtiments helléniques, pourront également y être importées sur des bâtiments belges,

sans être assujetties à d'autres ou de plus forts droits, de quelque dénomination que ce soit, que si les mêmes marchandises étaient importées sur des bâtiments nationaux.

Il est fait exception aux stipulations du présent Traité en ce qui concerne les avantages dont les produits de la pêche nationale sont ou pourront être l'objet dans l'un ou l'autre des pays respectifs.

ART. 11.

Les marchandises de toute nature qui seront exportées de la Belgique par navires helléniques ou de la Grèce par navires belges, pour quelque destination que ce soit, ne seront pas assujetties à d'autres droits ni formalités de sortie que si elles étaient exportées par navires nationaux, et elles jouiront, sous l'un et l'autre pavillon, de toutes primes ou restitutions de droits ou autres faveurs qui sont ou seront accordées, dans chacun des pays respectifs, à la navigation nationale.

ART. 12.

Pendant le temps fixé par la législation de chacun des pays respectifs pour l'entreposage des marchandises, celles-ci seront traitées, en attendant leur transit, leur réexportation ou leur mise en consommation, de l'une et de l'autre part, à l'instar des marchandises importées sous pavillon national.

Ces objets, en aucun cas, ne payeront de plus forts droits d'entrepôt et ne seront assujettis à d'autres formalités que s'ils avaient été importés sous pavillon national ou provenaient du pays le plus favorisé.

ART. 13.

Les marchandises de toute nature traversant l'un des deux États seront réciproquement exemptes de tout droit de transit, sans préjudice du régime spécial concernant la poudre à tirer et les armes et munitions de guerre.

Le traitement de la nation la plus favorisée est réciproquement garanti à chacun des deux pays pour tout ce qui concerne le transit.

ART. 14.

Aucune des deux Hautes Parties contractantes ne soumettra l'autre à une prohibition d'importation, d'exportation ou de transit qui ne soit appliquée en même temps à toutes les autres nations, sauf les prohibitions ou restrictions temporaires que l'une ou l'autre des Parties jugerait nécessaire d'établir pour des motifs sanitaires, pour empêcher la propagation d'épizooties ou la destruction des récoltes, ou bien en vue d'événements de guerre.

La disposition qui précède s'applique notamment aux interdictions à résulter des monopoles d'État déjà existants ou qui pourraient être établis à l'avenir.

ART. 15.

La faculté de faire le cabotage de port à port, dans le territoire des deux États respectifs, se réglera d'après les lois et ordonnances en vigueur. Toutefois, il est convenu entre les deux Hautes Parties contractantes que les navires et les ressortissants de chacune d'elles jouiront, sous tous les rapports, dans le territoire de l'autre, des faveurs et privilèges qui sont ou qui seront accordés aux nations les plus favorisées.

ART. 16.

Ni l'une ni l'autre des deux Hautes Parties contractantes n'imposera sur les marchandises provenant du sol ou de l'industrie de l'autre Partie, d'autres ni de plus forts droits d'importation que ceux qui sont ou seront imposés sur les mêmes marchandises provenant de tout autre État étranger.

Chacune des deux Parties s'engage à faire profiter l'autre de toute faveur, de tout privilège ou abaissement dans les tarifs des droits à l'importation ou à l'exportation que l'une d'elles pourrait accorder à une tierce Puissance. Elles s'engagent également à n'établir l'une envers l'autre aucun droit d'importation ou d'exportation qui ne soit, en même temps, applicable aux autres nations.

Il est entendu, en outre, que pendant toute la durée du présent Traité, les marchandises belges dont l'énumération suit, ne pourront être soumises, à leur entrée en Grèce, à une tarification plus élevée que celle indiquée ci-après :

1. *Verres à vitres ordinaires* 10 drachmes les 100 ocques.

Il ne pourra être apporté de réduction au taux de la tare douanière applicable aux verres à vitres ordinaires au moment de la signature du présent Traité.

2. *Fers ouvrés en pièces pour ponts de voies ferrées* Exempts.

3. *Tuyaux de fonte et poutrelles de fer* 4 drachmes les 100 ocques.

Rentrent dans cette catégorie, les poutrelles de fer simplement percées de trous ou sur lesquelles sont rivées des cornières d'attache.

4. *Fers ouvrés en pièces pour constructions et pour ponts, hormis les ponts pour voies ferrées* 10 drachmes les 100 ocques.

5. *Wagons de chemin de fer et de tramway pour le transport des voyageurs et des marchandises* 10 % de la valeur.

6. *Fer : en barres simples, en plaques de toutes dimensions pour construction et autres usages, en cercles, en feuilles non étamées (tôle); et fer non ouvré, sous d'autres formes, non spécialement dénommées* Exempts.

7. *Fils en fer et en acier de toute espèce* Exempts.

8. *Couleurs autres (terres ou couleurs minérales) à l'état solide, telles que minium, céruse, litharge, etc.* Exempts.

9. *Amidon.* 8 drachmes les 100 ocques.

10. Tissus de lin, de chanvre ou de jute non spécialement dénommés :

- a. Contenant moins de 14 fils de chaîne en un carré de 5 millimètres de côtés, à l'exception du tissu grossier propre à faire des sacs 90 drachmes par 100 ocques.
- b. Contenant 14 fils et au-dessus de chaîne en un carré de 5 millimètres de côtés 200 drachmes par 100 ocques.

Les coutils avec bandes en coton de couleur ou bandes en lin de couleur seront taxés d'après le nombre de fils du fond, sans tenir compte du nombre de fils des bandes, pourvu que l'importance de celles-ci ne dépasse pas celle du fond.

Pendant la même période, les raisins secs de Corinthe de provenance grecque, importés en Belgique, ne pourront être soumis à une tarification plus élevée que 20 francs les 100 kilogrammes.

De plus, les raisins secs de Corinthe de provenance grecque seront admis librement en Belgique, à la condition qu'ils soient importés soit en vrac, soit en sac d'au moins 100 kilogrammes ou en barils d'au moins 200 kilogrammes, et que leur emploi à la fabrication du vin ait lieu sous le contrôle du Gouvernement belge.

Il est entendu enfin que le vinaigre fabriqué avec les résidus provenant de raisins secs de Corinthe ayant servi en Belgique à la fabrication de vins, payera le minimum d'accises imposées à la fabrication en Belgique de toutes espèces de vinaigres.

ART. 17.

Les Hautes Parties contractantes déclarent reconnaître mutuellement à toutes les compagnies et autres associations commerciales, industrielles ou financières, constituées ou autorisées suivant les lois particulières de l'un des deux pays, la faculté d'exercer tous les droits et d'ester en justice devant les tribunaux, soit pour y intenter une action, soit pour y défendre, dans toute l'étendue du territoire de l'autre État, sans autre condition que de se conformer aux lois de cet État. Ces compagnies et associations établies dans le territoire de l'une des Hautes Parties contractantes pourront exercer dans le territoire de l'autre Partie les droits qui seront reconnus aux sociétés analogues de tous les autres pays.

Il est entendu que les dispositions qui précèdent s'appliquent aussi bien aux compagnies et associations constituées ou autorisées antérieurement à la signature du présent Traité qu'à celles qui le seraient ultérieurement.

ART. 18.

Les navires, marchandises et effets appartenant aux Hellènes ou aux Belges qui auraient été pris par des pirates dans les limites de la juridiction de l'une des deux Parties contractantes, ou en haute mer, et qui seraient conduits ou trouvés dans les ports, rivières, rades ou baies de la domination de l'autre Partie contractante, seront remis à leurs propriétaires contre paiement, s'il y a lieu, des frais de reprise, qui seront déterminés par les tribunaux com-

pétents, lorsque le droit de propriété aura été prouvé devant les tribunaux, et sur la réclamation qui devra en être faite, dans le délai d'un an, par les parties intéressées, par leurs fondés de pouvoir ou par les agents des Gouvernements respectifs.

ART. 19.

En tout ce qui concerne la navigation et le commerce, les Hautes Parties contractantes ne pourront accorder aucun privilège, faveur ou immunité à un autre État qui ne soit aussi, et à l'instant, étendu à leurs sujets respectifs.

ART. 20.

Les stipulations du présent Traité ne s'appliquent pas aux concessions qui sont ou qui pourraient être accordées par l'une des Hautes Parties contractantes à des États limitrophes en vue de faciliter le trafic de frontière, pour autant que ces concessions ne soient pas étendues à un État non limitrophe.

ART. 21.

Les Hautes Parties contractantes conviennent de recourir à l'arbitrage pour toutes les contestations auxquelles pourrait donner lieu l'interprétation ou l'exécution du présent Traité.

ART. 22.

Le présent Traité restera en vigueur pendant six années, à partir du dixième jour après l'échange des ratifications.

Dans le cas où aucune des deux Hautes Parties contractantes n'aurait notifié, douze mois avant la fin de ladite période, son intention d'en faire cesser les effets, le Traité demeurera obligatoire jusqu'à l'expiration d'une année à partir du jour où l'une ou l'autre des Hautes Parties contractantes l'aura dénoncé.

ART. 23.

Le présent Traité sera ratifié et les ratifications en seront échangées aussitôt que faire se pourra, à Athènes.

En foi de quoi les Plénipotentiaires l'ont signé et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait à Athènes, en double original, le 13/25 mai mil huit cent quatre-vingt-quinze.

(L. S.) GUILLAUME.

(L. S.) N. P. DELYANNI.

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 28 FEBRUARI 1905.

Ontwerp van wet tot goedkeuring van de voorloopige handelsschikking
tusschen België en Griekenland, op 19 October/1 November 1904
te Athene onderteekend.

MEMORIE VAN TOELICHTING.

MIJNE HEEREN,

Op 7/20 Maart 1901 werd door de Grieksche Regeering het in Mei 1895
tusschen België en Griekenland gesloten handels- en scheepvaartverdrag
opgezegd. Die akte kon dus, van 7/20 Maart 1902 af, niet langer in werking
blijven.

Bij het beteekenen van die opzegging, had de Grieksche Regeering te
kennen gegeven dat zij bereid was om met 's Konings Regeering in onder-
handelingen te treden, tot het sluiten van een nieuw verdrag.

Dat gebeurde, doch daar het bij de gevoerde onderhandelingen beoogde
doel niet bereikt was vóór voormelden datum, werden de twee Regeeringen
het eens om wederzijds, op de herkomsten uit beide landen, de behandeling
der meest begunstigde natie toe de passen.

Die *modus vivendi* werd verscheidene malen verlengd, en het laatst op
7/20 Maart 1904, voor den termijn van één jaar.

In afwachting dat een handelsverdrag voorgoed worde gesloten, stellende
overeenkomsttarifeering ten bate van den Belgischen handel en de Belgische
nijverheid, scheen het wenschelijk aan onze landgenooten het genot te ver-
zekeren der bepalingen die, zonder den tol te betreffen, gewoonlijk in der-
gelijke akten beheld zijn, en het is met die gedachte dat op ^{19 October}~~1 November~~ 1904

te Athene de schikking werd onderteekend, welke ik de eer heb, Mijne
Heeren, op 's Konings bevel, U ter overweging voor te leggen.

Bij die schikking wordt het handels- en scheepvaartverdrag van 13/25 Mei

H

1895 voorloopig terug in werking gesteld, ter uitzondering van het bepaalde bij de vijf laatste alinea's van artikel 16, waaromtrent de vroeger aangeknoopte onderhandelingen zullen moeten voortgezet worden.

Naar luid van artikel 2, zal elk van beide Staten, na verloop van het eerste jaar, te allen tijde meergenoemde schikking kunnen opzeggen, mits één jaar vooraf te verwittigen.

De Minister van Buitenlandsche Zaken,

FAVEREAU.

PROJET DE LOI.

WETSONTWERP.

LÉOPOLD II,

ROI DES BELGES,

A tous présents et à venir, Salut.

Sur la proposition de Notre Ministre des
Affaires Étrangères,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Notre Ministre des Affaires Étrangères est
chargé de présenter, en Notre nom, aux
Chambres législatives, le projet de loi dont
la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE.

L'arrangement commercial provisoire
signé à Athènes, le ^{19 octobre}_{1^{er} novembre} 1904, entre la
Belgique et la Grèce, sortira son plein et
entier effet.

Donné à Laeken, le 23 février 1905.

LEOPOLD II,

KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, Heil!

Op voorstel van Onzen Minister van Bui-
tenlandsche Zaken,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Onze Minister van Buitenlandsche Zaken
is belast, in Onzen naam, aan de Wetgevende
Kamers, het wetsontwerp voor te leggen
waarvan de inhoud volgt :

EENIG ARTIKEL.

De voorloopige Handelsovereenkomst te
Athene den ^{19^{de} October}_{1^{ste} November} 1904 geteekend
tusschen België en Griekenland, zal hare
volle en algcheele kracht hebben.

Gegeven te Laken, den 23 Februari 1905.

LÉOPOLD.

PAR LE ROI :

Le Ministre des Affaires Étrangères,

VAN 'S KONINGS WEGE :

De Minister van Buitenlandsche Zaken,

FAVEREAU.

HANDELSSCHIKKING.

De Regeering van Zijne Majesteit den Koning der Belgen en de Regeering van Zijne Majesteit den Koning der Hellenen, hebbende het nut eener voorloopige schikking erkend, tot regeling der handelsbetrekkingen tusschen België en Griekenland, in afwachting dat een Verdrag voorgoed worde gesloten op grond van wederkeerige toegeving in zake tol, zijn de ondergeteekenden, daartoe door hunne wederzijdsche Regeering behoorlijk gemachtigd, omtrent het volgende overeengekomen :

ARTIKEL ÉÉN.

Het Handels- en scheepvaartverdrag van 13/25 Mei 1893 tusschen België en Griekenland wordt terug in werking gesteld, behalve echter wat betreft artikel 16 van genoemd Verdrag. Van de gezamenlijke bepalingen, die in dat artikel voorkwamen, blijven enkel de volgende behouden :

Noch de eene noch de andere der beide Hooge contracteerende Partijen zal de koopwaren, voortkomende van den grond of van de nijverheid der andere Partij, belasten met andere of hoogere invoerrechten dan die waarmede dezelfde koopwaren, voortkomende van elk anderen vreemden Staat, belast zijn of later zullen worden.

Elke der beide Partijen verbindt zich de andere te doen nut trekken uit elke gunst, uit elk voordeel of verlaging in de tarieven van de invoer- of uitvoerrechten, welke eene van de Partijen aan eene derde Mogendheid mocht toestaan. Zij verbinden zich daarenboven de eene jegens de andere geen enkel invoer- of uitvoerrecht te stellen, dat niet tevens van toepassing zou zijn voor de andere natien.

ART. 2.

Deze schikking, die in werking treden zal den dag der uitwisseling van de akten van bekrachtiging, zal verbindend blijven tot na verloop van één jaar, te rekenen van den dag dat eene of andere der overeenkomende Partijen haar zal opgezegd hebben. Die opzegging zal echter vóór het einde van het eerste jaar niet kunnen geschieden.

ART. 3.

Deze schikking zal bekrachtigd en de akten van bekrachtiging zullen te Athene uitgewisseld worden, zoohaast het mogelijk zal zijn.

Ten blijke waarvan de wederzijdsche Gevolmachtigden haar hebben onderteeekend en er hun zegel op hebben afgedrukt.

In dubbel opgemaakt te Athene, den $\frac{19^{\text{n}} \text{ October}}{1^{\text{n}} \text{ November}}$ 1904.

(L. S.) P. DE GROOTE.

(L. S.) A. ROMANOS.

BIJLAGE

Verdrag van 13/25 Mei 1895.

Zijne Majesteit de Koning der Belgen en Zijne Majesteit de Koning der Hellenen, verlangende de handels- en scheepvaartbetrekkingen tusschen België en Griekenland te bevorderen en uit te breiden, hebben goedgevonden met dat doel een verdrag te sluiten en tot hunne Gevolmachtigden benoemd, te weten :

Zijne Majesteit de Koning der Belgen,

Baron Guillaume, Officier van Zijne Leopoldsorde enz., Hoogstdeszelfs Minister-Resident bij Zijne Majesteit den Koning der Hellenen;

Zijne Majesteit de Koning der Hellenen,

Den heer N. P. Delyanni, Commandeur van de Koninklijke Orde van den Verlosser enz., Hoogstdeszelfs Voorzitter van den Raad en Minister van Buitenlandsche Zaken,

Die, na elkander hunne volmachten te hebben medegedeeld, welke in goeden en behoorlijken vorm zijn bevonden, omtrent de navolgende bepalingen zijn overeengekomen :

ARTIKEL ÉEN.

Er zal volle en algeheele vrijheid zijn voor den handel en de scheepvaart tusschen België en Griekenland. De onderdanen van elke der Hooge contracteerende Partijen zullen, op het grondgebied der andere, dezelfde rechten, voorrechten, vrijheden, gunsten, vrijstellingen en vrijdommen op het stuk van handel, nijverheid en scheepvaart genieten, welke aan de landgenooten toegestaan zijn of later toegestaan mochten worden en zullen niet mogen onderworpen worden aan andere of hogere ongelden of lasten, geheven ten voordeele van den Staat, de provinciën of de gemeenten, dan die welke den landgenooten zijn of zullen worden opgelegd, behoudens, wel te verstaan, de uitzonderingen welke uit dit Verdrag voortspruiten.

ART. 2.

In Griekenland zullen de Belgen en in België zullen de Hellenen vrij zijn, evenals de landgenooten, hunne zaken zelve te regelen of daarmede elken anderen persoon te belasten, als makelaars, factors, agenten of tolken.

Zij mogen in hunne keuze niet gedwongen worden en niet zijn verplicht eenig loon noch eenige vergoeding te betalen aan hen, die zij niet gepast geoordeeld hebben daartoe te gebruiken; overigens zullen de koopers en verkoopers volstrekt vrij zijn hunnen koop samen te sluiten en den prijs te bepalen van alle ingevoerde of ten uitvoer bestemde koopwaren of goederen, mits zij zich gedragen naar de wetten en tolvoorschriften van het land.

ART. 3.

De onderdanen der Hooge contracteerende Partijen zullen, in gansch de uitgestrektheid van elk respectief grondgebied, vrij over hunne goederen en eigendommen mogen beschikken door verkooping, ruiling, begiftiging of laatsten wil of op alle andere wijze, zonder dat daaraan eenigen hinder of beletsel gesteld wordt, mits zij zich niettemin gedragen naar de wetten en reglementen der respectieve landen. Zij zullen hunne fortuinen, naar goedvinden, uit het eene grondgebied naar het andere mogen overbrengen, zonder, om reden van die overbrenging, onderworpen te zijn aan eene buitengewone schatting of ongeld, hoe ook genaamd.

ART. 4.

De onderdanen van elke der Hooge contracteerende Partijen zullen, binnen het grondgebied der andere Partij, vrijen toegang hebben tot de rechtbanken om hunne rechten te doen gelden en te verdedigen; in dat opzicht, zullen zij dezelfde rechten en voorrechten genieten als de landgenooten, en zullen, evenals deze, in elke gerechtelijke vordering, zich mogen bedienen van de advokaten, gevolmachtigden of agenten welke bij de wetten van het land aangenomen zijn.

Geen borg of gerechtelijke borgsom, hoe ook genaamd, mag den onderdanen van eene der contracteerende Partijen, die, vóór de rechtbanken der andere, eischers of tusschentreders zullen zijn, worden opgelegd uit reden, hetzij van hunne hoedanigheid van uitlanders, hetzij wegens gemis van woon of verblijfplaats in het land.

ART. 5.

In Griekenland zullen de Belgen en in België zullen de Hellenen vrij zijn van den krijgsdienst in de land- en zeemacht en van den dienst in de nationale wachten of militiën, en hun zullen, voor hunne roerende of onroerende eigendommen, geene andere rechten, beperkingen, ongelden of lasten kunnen opgelegd worden dan die, waaraan de landgenooten zelve onderworpen zijn.

ART. 6.

De schepen varende onder Belgische vlag zullen in Griekenland als Belgische en de schepen varende onder Helleensche vlag zullen in België als Helleensche beschouwd worden, indien zij voorzien zijn van de scheepspapieren en bescheiden, vereischt voor het nationaliteitsbewijs van de koopvaartuigen, door de wetten van den Staat, waar zij t'huis hooren.

ART. 7.

De schepen van de eene der Hooge contracteerende Partijen die in ballast of beladen de havens der andere Partij binnenloopen of er uitgaan, zullen er, om het even welke de plaats zij van hun vertrek of van hunne bestemming, in alle opzichten op denzelfden voet behandeld worden als de nationale schepen. Zoowel bij hunne aankomst als tijdens hun verblijf en bij hunnen uitgang, zullen zij geene andere noch hoogere tonnen-, baken-, loods-, haven-, sleep-, quarantaine-gelden of andere lasten, vallende op de scheepsromp, om het even onder welke benaming, moeten betalen, die geheven worden ten bate van of namens den Staat, de openbare ambtenaren, de gemeenten, of van vennootschappen of inrichtingen, hoe ook genaamd, dan die welke thans of later gevergd worden van de nationale schepen.

ART. 8.

Wat betreft de ligplaats der schepen, hunne lading en lossing in de zeehavens, rerden, open havens en dokken, en, over het algemeen, voor al de formaliteiten en bepalingen, hoe ook genaamd, waaraan de koopvaartuigen, hunne manschappen en hunne lading kunnen worden onderworpen, is overeengekomen dat aan de schepen van de eene der Hooge contracteerende Partijen geen voorrecht of geene gunst zal verleend worden, die niet gelijkzamen zou zijn aan de schepen van de andere. beide Partijen verlangende dat, in dat opzicht, hunne vaartuigen behandeld worden op den voet eener volkomene gelijkheid.

ART. 9.

De schepen van elke der beide Partijen, die eene van de havens der andere binnenloopen om hunne lading aan te vullen of er een gedeelte van te ontschepen, kunnen, mits zich gedragende naar de wetten en verordeningen der respectieve Staten, het gedeelte van hunne lading aan boord houden, dat bestemd mocht zijn tot eene andere haven, hetzij van hetzelfde, hetzij van een ander land, en het weder uitvoeren zonder voor dat laatste gedeelte van hunne lading eenig toerecht te moeten betalen, behalve de toezichtsrechten, welke overigens maar geheven mogen worden tegen het bedrag, bepaald voor de nationale scheepvaart.

ART. 10.

De koopwaren van allerlei aard, waarvan de invoer met Belgische vaartuigen in de Belgische havens door de wetten wordt of zal worden toegelaten, mogen er eveneens worden ingevoerd met Helleensche vaartuigen, zonder andere of hogere rechten, onder welke benaming ook, te moeten betalen, dan indien dezelfde koopwaren met nationale vaartuigen werden ingevoerd.

Wederkeerig, mogen de koopwaren van allerlei aard, waarvan de invoer met Helleensche vaartuigen in de Helleensche havens door de wetten wordt of zal worden toegelaten, er eveneens worden ingevoerd met Belgische vaartuigen, zonder andere of hogere rechten, onder welke benaming ook, te moeten betalen, dan indien dezelfde koopwaren met nationale vaartuigen werden ingevoerd.

Van de bepalingen van dit Verdrag wordt afgeweken wat betreft de voordeelen die, in het eene of andere der respectieve landen, toegekend zijn of later zullen worden aan de voortbrengselen der nationale vischvangst.

ART. 11.

De koopwaren van allerlei aard, die met Helleensche schepen uit België of met Belgische schepen uit Griekenland gevoerd worden, om het even naar welke bestemmingsplaats, zullen aan geene andere uitgaande rechten of formaliteiten onderworpen zijn, dan indien zij met nationale schepen uitgevoerd werden, en zij zullen onder de eene en andere vlag alle premiën of teruggaven van rechten of andere gunsten genieten, die in elk der respectieve landen aan de nationale scheepvaart verleend zijn of later zullen worden.

ART. 12.

Gedurende den tijd, bepaald door de wetgeving van elk der respectieve landen voor het opslaan van de koopwaren, zullen deze, in afwachting van hunnen doorvoer, hunnen wederuitvoer of hunne inverbruikstelling, wederzijds behandeld worden evenals de koopwaren, ingevoerd onder nationale vlag.

In geen geval, zullen die voorwerpen hogere opslagsgelden betalen noch onderworpen worden aan andere formaliteiten, dan indien zij onder nationale vlag werden ingevoerd of voortkwamen van het meest begunstigde land.

ART. 13.

De koopwaren van allerlei aard, welke door eenen der beide Staten gevoerd worden, zullen wederkeerig vrij zijn van alle doorvoerrecht, onverminderd de bijzondere behandeling betreffende het buskruit en de krijgswapens en -munitien.

De behandeling der meest begunstigde natie is wederkeerig gewaarborgd aan elk der beide landen voor alles wat den doorvoer betreft.

ART. 14.

Geene der beide Hooge contracteerende Partijen zal de andere onderwerpen aan eenig verbod tot invoer, tot uitvoer of tot doorvoer, dat niet tevens op al de andere natiën zou worden toegepast, behoudens de tijdelijke verbodsbepalingen of beperkingen, welke de eene of andere der Partijen noodig zou achten voor gezondheidsredenen, om de voortplanting van veeziekten of de vernieling der oogsten te beletten, ofwel in het vooruitzicht van oorlogsvoorvallen.

Vorenstaande bepaling is onder andere van toepassing op de verbodsbepalingen, die zouden ontstaan uit reeds bestaande of later in te voeren Staatsmonopoliën.

ART. 15.

Het recht tot het doen van kustvaart van de eene haven naar de andere, op het grondgebied der beide respectieve Staten, zal geregeld worden naar de bestaande wetten en verordeningen. Het is echter overeengekomen tusschen de beide Hooge contracteerende Partijen, dat de schepen en de onderdanen van elke Partij, in alle opzichten, op het grondgebied van de andere, de gunsten en voorrechten zullen genieten die aan de meest begunstigde natiën toegestaan zijn of zullen worden.

ART. 16.

Noch de eene noch de andere der beide Hooge contracteerende Partijen zal de koopwaren, voortkomende van den grond of van de nijverheid der andere Partij, belasten met andere of hoogere invoerrechten dan die waarmede dezelfde koopwaren, voortkomende van elk anderen vreemden Staat, belast zijn of later zullen worden.

Elke der beide Partijen verbindt zich de andere te doen nut trekken uit elke gunst, uit elk voordeel of verlaging in de tarieven van de invoer- of uitvoerrechten, welke eene van de Partijen aan eene derde Mogendheid mocht toestaan. Zij verbinden zich daarenboven de eene jegens de andere geen enkel invoer- of uitvoerrecht te stellen, dat niet tevens van toepassing zou zijn voor de andere natiën.

Het is daarenboven verstaan dat, tijdens heel den duur van dit Verdrag, navermelde Belgische koopwaren, bij hunnen invoer in Griekenland, aan geene hoogere rechten zullen onderworpen worden dan hieronder aangegeven is :

1. *Gewoon vensterglas* 10 drachma's de 100 ocques.
Bij de onderteekening van dit Verdrag, zal het bedrag van het tolltarra, voor gewoon vensterglas, niet verlaagd mogen worden.
2. *Bewerkt ijzer, in deelen voor spoorwegbruggen* Vrij.
3. *Gegoten ijzeren buizen en ijzeren liggers*. 4 drachma's de 100 ocques.
Tot die afdeeling behooren de ijzeren liggers waarin alleen gaten geboord zijn, of waarop bevestigingshoekijzers geklonken zijn.

4. *Bewerkt ijzer, in deelen voor bouwwerken en voor bruggen, behalve spoorwegbruggen* 10 drachma's de 100 ocques.
5. *Spoorweg- en tramwagens voor personen- en voor goederenvervoer.* 10 l. h. van de waarde.
6. *IJzer : in enkele staven, in platen van alle groote voor bouwwerken en ander gebruik, in banden, in onvertinde bladen (plaatijzer); en onbewerkt ijzer, onder niet afzonderlijk genoemde andere vormen.* Vrij.
7. *Allerlei ijzer- en staaldraad* Vrij.
8. *Andere vaste verfstoffen (minerale aarde of verfstoffen), als menie, loodwit, loodglit enz.* Vrij.
9. *Stijfsel.* 8 drachma's de 100 ocques.
10. *Niet afzonderlijk genoemde vlas-, hennep- of jute-weefsels :*
 - a. *Die minder dan 14 kettingdraden tellen in een vierkant van 5 millimeter zijde, met uitzondering van grove weefsels voor zakken.* 90 drachma's de 100 ocques.
 - b. *Die 14 en meer kettingdraden tellen in een vierkant van 5 millimeter zijde* 200 drachma's de 100 ocques.

Tijk met gekleurde katoenen of gekleurde lijnwaden banden wordt belast volgens het aantal draden van den grond, zonder rekening te houden met het aantal draden van de banden, op voorwaarde dat deze de overhand niet hebben op den grond.

Gedurende hetzelfde tijdvak, zullen de in België ingevoerde krenten van Grieksche herkomst niet hooger mogen belast worden dan tegen 20 frank de 100 kilogram.

Daarenboven zullen de krenten van Grieksche herkomst vrij in België komen, op voorwaarde dat zij ingevoerd worden, hetzij losgeladen, hetzij in zakken van ten minste 100 kilogram of in tonnen van ten minste 200 kilogram en dat hun gebruik tot wijnbereiding plaats hebbe onder het toezicht der Belgische Regeering.

Ten slotte is mede verstaan dat azijn, vervaardigd uit bezinksel van krenten die in België tot wijnbereiding gediend hebben, het minste accijnsrecht zal betalen, waarmede de bereiding in België van allerlei azijnsoorten belast is.

ART. 17.

De Hooge contracteerende Partijen verklaren wederzijds te erkennen aan alle handels-, nijverheids- en financie-vennootschappen of -maatschappijen, opgericht of toegelaten volgens de bijzondere wetten van een der beide landen, de bevoegdheid tot het uitoefenen van alle rechten en in rechte te gaan vóór de rechtbanken, hetzij om er eene actie aan te doen, hetzij om er te verweren over heel de uitgestrektheid van het grondgebied van den anderen Staat, zonder andere voorwaarde dan dat zij zich gedragen naar de wetten van dien Staat. Die vennootschappen en maatschappijen, opgericht op het grondgebied van een der Hooge contracteerende Partijen, zullen, op het

grondgebied van de andere Partij, de rechten mogen uitoefenen die zullen erkend worden aan dergelijke maatschappijen van al de andere landen.

Het wordt verstaan dat vorenstaande bepalingen van toepassing zijn zoo-
wel op de vennootschappen en maatschappijen, opgericht of toegelaten vóór
de onderteekening van dit Verdrag, als voor die welke het later zouden
worden.

ART. 18.

De aan Hellenen of Belgen behorende schepen, koopwaren en goederen, dit zouden prijs gemaakt geworden zijn door zeeroovers binnen de grenzen van het rechtsgebied van eene der twee contracteerende Partijen, of in volle zee, en die zouden worden gevoerd naar of gevonden in de havens, rivieren, reeden of baaien van het gebied der andere contracteerende Partij, zullen aan hunne eigenaars worden afgegeven tegen betaling, zoo er zijn, van de verhalingskosten, die zullen bepaald worden door de bevoegde rechtbanken, wanneer het eigendomsrecht voor de rechtbanken zal bewezen zijn en op de vordering welke de belanghebbende partijen binnen den termijn van één jaar ervan moeten doen door hunne gevolmachtigden of door de agenten der respectieve Regeeringen.

ART. 19.

Voor alles wat betreft de scheepvaart en den handel, mogen de Hooge contracteerende Partijen geen voorrecht, geene gunst of vrijstelling aan eenen anderen Staat toestaan, die niet eveneens en gelijktijdig verleend wordt aan hunne respectieve onderdanen.

ART. 20.

De bepalingen van dit Verdrag zijn niet van toepassing op de vergunningen die door eene der Hooge contracteerende Partijen zijn of later worden toegestaan aan aangrenzende Staten tot bevordering van het grensverkeer, in zoverre die vergunningen ook niet worden toegestaan aan eenen niet aangrenzenden Staat.

ART. 21.

De Hooge contracteerende Partijen zijn overeengekomen elk geschil over de uitlegging of de uitvoering van dit Verdrag aan de uitspraak eener scheidsrechtersbank te onderwerpen.

ART. 22.

Dit Verdrag zal van kracht blijven gedurende zes jaar, te rekenen van den tienden dag na de uitwisseling van de akten van bekrachtiging.

In geval geene der beide Hooge contracteerende Partijen, twaalf maanden vóór het vervallen van dat tijdvak, heeft kennis gegeven van haar voornemen om de uitwerkingen ervan te doen ophouden, zal het Verdrag verbindend blijven tot het vervallen van één jaar, te rekenen van den dag waarop de eene of andere der Hooge contracteerende Partijen het zal hebben opgezegd.

ART. 23.

Dit Verdrag zal bekrachtigd en de akten van bekrachtiging ervan zullen zoo spoedig mogelijk uitgewisseld worden te Athene.

Ten blijke waarvan de Gevolmachtigden het hebben onderteekend en van het zegel van hun wapen voorzien.

In dubbel opgemaakt, te Athene, den 13ⁿ/25ⁿ Mei duizend achthonderd vijf en negentig.

(L. S.) GUILLAUME.

(L. S.) N. P. DELYANNI.

